

MESSEAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 5 HEURES DU SOIR.

TE VEA NO TAHITI.

MATANITI 23. — N° 13.

Mohens pag 27 mali 1874.

PRIX DE L'ABONNEMENT (pas compris le service)

Un mois.....	10 F.
Deux mois.....	18 F.
Trois mois.....	25 F.

Un annuaire: 30 francs.

Prix des Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPÉRIE DU GOUVERNEMENT.

Prix des Années (pas compris)

Les deux premières années.....	50 c. la ligne.
Ans-dernière des deux.....	25 c. la ligne.
Les années suivantes se paient la moitié de prix de la première édition.	

Les deux dernières années.....

Les années suivantes se paient la moitié de prix de la première édition.

dition du présent arrêté, qui sera publié, communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mars 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

E. Foucarr.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

E. Foucarr.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Article 1^{er}. — Accord pour l'octroi d'un crédit; — relatif à la liquidation des frais de justice; — prescrivant le remboursement d'une somme par le service Local au service Colonial; — autorisant une avance de 10 000 francs à la caisse judiciaire; — établissant une partie de la dépense pour l'exécution de l'ordre; — effectuant des recouvrements; — ordonnant un emploi de caisses; — greffier à la basse cour et tribunaux et nommant le titulaire; — démission; — au sujet des cessions de vivres et de approvisionnements aux colonies, fonctionnaires et employés; — pourvoyant aux nécessités de la marine pour l'assurance et la protection; — vivres pour les marins; — accords pour l'octroi de crédits; — accords pour l'octroi de vivres; — l'instinct des plantes. — Mouvement commercial. — Mouvements du port. — Annonces.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vo l'inéficiency du crédit ouvert à l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur au titre du chapitre I^e du budget local, Exercice 1873;

Vo l'article 45 du décret financier du 26 septembre 1855;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Un crédit supplémentaire de la somme du treize mille francs est ouvert au budget du service Local, Exercice 1873, pour être affecté aux dépenses du chapitre I^e.

Il y sera pourvu sur les voies et moyens de l'Exercice en cours.

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 13 décembre 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

E. Foucarr.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Attendu que la somme prévue au budget du service Colonial (chapitre XX, article 3, 2^e Frais de justice et de procédure, ne permet pas d'assurer le paiement des frais de justice;

Considérant que dans la plupart des colonies, les frais de justice sont liquidés au compte du service Local, qui bénéficie des amendes et au profit duquel sont effectués les recouvrements des frais de justice;

Vu la nécessité d'assurer la marche régulière du service;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur;

Le Conseil d'administration entendu,

ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Les dépenses pour frais de justice, en dehors de celles qui intéressent directement le service Colonial et la justice militaire, seront liquidées au compte du service Local, qui bénéficiera des amendes et des reconvois, y compris les frais de justice à reconvoir à date de la jour.

Art. 2. A l'avvenir, les frais de justice figureront en recette et en dépense au budget local.

Art. 3. La présente mesure aura son effet à partir du 1^{er} janvier 1874.

Art. 4. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mars 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

E. Foucarr.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Attendu qu'il a été mandaté par l'administration, au compte du chapitre XX du service Colonial, Exercice 1873, une somme de 4,500 francs pour la pêche interdite, bien que la prévision budgétaire soit de cinq cents francs;

Considérant que pendant ces frais de justice, il en existe qui concernent le service Local, et qu'il est équitable que ce service contribue à une partie des dépenses dans des affaires qui ont abouti à des acquittances ou à des non lieu;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le service Local remboursera au service Colonial (chapitre XX, article 3) une somme de cinq cents francs (500⁰⁰) pour sa part contributive dans les frais de justice mandatés pendant l'Exercice 1873 au compte du service Colonial.

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution

Prix des Années (pas compris)

Les deux premières années.....

50 c. la ligne.

Ans-dernière des deux.....

25 c. la ligne.

Les années suivantes se paient la moitié de prix de la première édition.

Les deux dernières années.....

Les années suivantes se paient la moitié de prix de la première édition.

dition du présent arrêté, qui sera publié, communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mars 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

E. Foucarr.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vo l'arrêté local du 9 février dernier relatif à la construction du palais de la Reine;

Sur le rapport de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Un prélèvement de dix mille francs sera opéré sur les fonds de réserve du service Local. Cette somme sera versée à la caisse indigène à titre d'avance remboursable.

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au trésorier-payer et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mars 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

E. Foucarr.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vo l'arrêté local du 9 février 1874 classant en trois catégories les îles de l'archipel des Tuamotu où s'exerce la pêche des nœuds et prescrivant le classement auquel desdites îles;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur;

Le Conseil d'administration entendu,

ARRÊTONS :

Le prix du mètre cube du chaux qui pourra être cédu par le service des ponts et chaussées aux divers services de la colonie et aux bâtiments de la flotte est fixé, jusqu'à nouvel ordre, à quarante francs (40⁰⁰).

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mars 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

E. Foucarr.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vo l'arrêté local du 24 janvier 1874 classant en trois catégories les îles de l'archipel des Tuamotu où s'exerce la pêche des nœuds et prescrivant le classement auquel desdites îles;

Sur le rapport de M. le résident des Tuamotu;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Les îles de l'archipel des Tuamotu sont classées comme il suit dit ci-après :

1^{re} CATÉGORIE. — Iles où la pêche est interdite :

Anaa

Hao

Amanu

Taueru

Rorkeka

Takapoto.

2^e CATÉGORIE. — Iles où la pêche est autorisée sur les gisements encore en rapport :

Takaroa

Maréhia

Araitika

Itaua

Iati

Nakemo

Narutes

Tangao

Barola.

3^e CATÉGORIE. — Iles où la pêche est permise sans restriction :

Toutes les îles de l'archipel autres que celles désignées dans les deux premières catégories.

Art. 2. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, le Chef du service judiciaire et le Résident des Tuamotu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera

comme paroisse et enregistrer partout où besoin sera, et insérer au Journal des officiels de la colonie.

Papeete, le 16 mars 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Administrateur,
Chef du Directeur de l'Intérieur,

E. Foucault.

Le Procureur de la République,
Chef du service judiciaire,

Lucien de LAYARD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Considérant qu'il importe, dans l'intérêt des justiciables, que le greffe de la haute-cour tahitienne à Papeete soit, en toutes circonstances et en tout temps, ouvert aux heures réglementaires ; que le transport à Apia, pour assister à la session qui va s'y tenir, de l'unique greffier actuellement attaché à ladite cour, nécessiterait, pendant plusieurs semaines peut-être, la suspension des autres services instruits à Tahiti et à Moorea ; qu'il est, en effet, indispensable, pour assurer le service, d'attacher au greffe de la haute-cour tahitienne à Papeete un commis-greffier assurément :

Par ces motifs et sur la proposition de chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÔTÉS :

Art. 1^{er}. Un employé de commis-greffier près le haute-cour tahitienne est créé.

Art. 2. M. Cébert, interprète de la langue tahitienne, détaché près les tribunaux de Papeete, est nommé commis-greffier près de la haute-cour tahitienne ; il prêtera en cette qualité le serment prescrit par la loi.

Art. 3. Une allocation annuelle de six cents francs, payable sur les fonds de la caisse indigène, est affectée à l'emploi créé.

Art. 4. Le Chef du service judiciaire, et le Directeur des affaires indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et inséré au Messager et au Bulletin officiel de la colonie.

Papeete, le 20 mars 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire,

Lucien de LAYARD.

Le Directeur des affaires indigènes,

DUMAS.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Conformément à l'arrêté local du 26 mars 1861 ;

Vu la décision du 24 janvier 1874 ;

Considérant que, par une fasane interprétation des mesures bienveillantes prises jusqu'à ce jour pour rayer les sessions de vin et d'eau-de-vie aux salariés de la colonie, des demandes abusives ont été faites, et que la continuation de délivrances exagérées aurait pour conséquence de compromettre l'approvisionnement du magasin des subsistances ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

DÉCROIS :

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} avril 1874 et autant que le permettront les ressources du magasin des subsistances de Tahiti, les sessions de vin et d'eau-de-vie qui pourront être faites aux salariés de la colonie seront réglées ainsi qu'il suit :

4^e Aux officiers, fonctionnaires ou employés assimilés d'après la circulaire ministérielle du 21 septembre 1872, jusqu'au grade d'aspirant inclusivement, qui ne reçoivent pas la ration :

Un litre de vin par jour s'ils sont célibataires ;

Une litre cinquante centilitres par jour s'ils sont mariés.

Dans l'un et l'autre cas, la cession d'eau-de-vie ne pourra excéder quarante litres par an.

2^e Les officiers, fonctionnaires ou employés du grade d'aspirant ou assimilés qui perçoivent la ration pourront obtenir une session de :

Cinquante centilitres (0⁰ 50 c.) de vin par jour s'ils sont célibataires ;

Un litre par jour s'ils sont mariés.

Dans l'un et l'autre cas, la cession d'eau-de-vie ou de tafia ne pourra excéder vingt-quatre litres par an.

Il pourra être délivré une barrique entière de vin, à compte sur les quantités journalières renouvelant aux concessionnaires précités, si la situation de l'approvisionnement le permet, sous l'approbation de l'ordonnateur.

Art. 2. Les autres employés ou salariés au-dessous de l'assimilation d'aspirant pourront, s'ils sont en famille, obtenir des sessions de vin et de tafia, avec l'approbation de l'autorité supérieure, en dehors de la ration réglementaire qui leur est allouée.

Les sessions de vin et de tafia sont réservées à l'usage de l'administration, dont les besoins sont plus élevés qu'aux obligations de représentation, ne sont pas compris dans la mesure générale ci-dessus.

Art. 4. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera insérée, publiée, communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mars 1874.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

E. Foucault.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu notre décision en date du 29 novembre 1873 réglant la composition des conseils de guerre permanents dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le départ et l'absence de plusieurs officiers et sous-officiers faisant partie des conseils de guerre, et la nécessité de procéder à leur réorganisation ;

DÉCROIS :

Les conseils de guerre permanents institués par les articles 4, 5,

6, 7 et 8 du décret du 21 juin 1858, sont composés ainsi qu'il suit :

Premier Conseil de guerre.

MM. GABARD, lieutenant de vaisseau, président;
CORNET-GENTILLE, " "

BONHOMME-DESSORNES, enseigne de vaisseau,

MARIEAU, " "

LE DUCREUX, " "

COEUR, " "

VINCENT, 1^{er} maître de timonerie,

BONET, lieutenant de vaisseau, commissaire de la République;

LAZARRE, sous-commissaire, rapporteur;

FRÉDOUT, sergent-major de 1^{re} classe, greffier.

Juges :

BOUILLON, " "

GRÈVE, " "

MAINTIN, " "

COCHETTE, lieutenant d'artillerie de marine,

MARTIN, " "

GRÈVE, lieutenant d'infanterie de marine,

NAUDIN, " "

WALLET, sergent-major d'infanterie de marine,

DEMARIE, maréchal des logis d'art. de marine,

BERGÉ, 2nd maître de marine;

GAVARD, 2nd maître de marine;

GAGNON, maréchal-des-logis d'artillerie de marine, greffier.

Second Conseil de guerre.

MM. DEMASSEUR, capitaine du génie, président;

COCHETTE, lieutenant d'artillerie de marine,

MARTIN, " "

GRÈVE, lieutenant d'infanterie de marine,

NAUDIN, " "

WALLET, sergent-major d'infanterie de marine,

DEMARIE, maréchal des logis d'art. de marine,

BERGÉ, 2nd maître de marine;

GAVARD, 2nd maître de marine;

GAGNON, maréchal-des-logis d'artillerie de marine, greffier.

La présente décision sera déposée au greffe des conseils de guerre et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 25 mars 1874.

GIRARD.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

ATVIS.

Le public est prévenu que le mercredi 8 avril 1874, à deux heures de relevée, dans la cour de l'arsenal de Fare-ute, il sera procédé à la vente aux enchères publiques de divers objets reçus, tels que :

Commodes, meubles, tables, chaises, tapis en drap pour emballage, couvertures de table, couvertures en laine grise et blanche, portes, capots, cuiseurs d'équipage et d'état-major, aircars, pavillons, toile pour fourrure, futailles, barils et tierçons, caisses et cadres en bois pour emballage, etc., etc., etc.

La vente se fera au comptant, avec deux pour cent en sus pour droit d'enregistrement.

DIRECTION DES AFFAIRES INDIGÈNES

A partir du 1^{er} avril, tout chien non mari d'une plaque d'impôt sera mis au rebut.

Les plaques se délivrent au bureau des affaires indigènes.

Dans les districts, elles sont délivrées par les caporaux-mutoi.

Mai te boe atu no mati, o te mai ura ato no mati, o ve tapno no te pei ras moni to nia, iho ihu, e aratihua hi ia te vali tapera ras ra.

Et te fare toro ia te pacau tahiti e horom ihu 'tu ni teinei man veo.

I niti ia te man matosina roa, ci io te mau taporo mutio iho e bora ihu 'tu ia teinei man veo.

PARTIE NON OFFICIELLE

UNE BELLE PAGE

SOUVENIR DE L'INDÉPENDANCE AMÉRICAINE.

Le Sénat des Etats-Unis a recommandé voté à l'unanimité, sur la proposition de M. Anthony, membre de ce corps pour l'Etat de Rhode Island, un montant de 800 dollars pour réparer le monument funéraire élevé à l'arsenal d'Arsac de Ternay, qui commandait les forces navales françaises envoyées par Louis XVI au secours des colônes américaines en lutte avec l'Angleterre, et qui mourut subitement à Newport en 1780.

Ce monument menacé de tomber en ruine, le marquis de Noailles voulut le faire réparer aux frais du gouvernement français, mais le Sénat fédéral revendiqua pour les Etats-Unis l'honneur d'accomplir ce devoir.

M. Anthony prononça à cette occasion un intéressant et chaleureux discours, qui atteste les sentiments de gratitude que les Américains témoignent à nos France. M. le marquis de Noailles écrivit à l'orateur, pour le remercier, la lettre suivante :

a j'ai lu avec un profond sentiment de reconnaissance le bill passé le 16 décembre par le Sénat, concernant le monument funéraire du chevalier de Ternay. Si quelque chose pouvait ajouter à la valeur d'une telle manifestation de sentiment le plus délicat, ce serait la confirmation de ce bill a été passé et adopté par un Sénat unanimement. Le gouvernement et le peuple français sentent certainement très sensiblement à une pareille preuve de leurs souvenirs que la génération actuelle conserve ce qu'il a été fait en d'autres temps, et c'est pour cette raison des plus sincères que dans les cours américains, et je peux employer une métaphore qui ne semble pas étrange au sujet, la memoire de l'aide donnée par la France à la jeune République a été plus durable que le marbre égyptien élevé sur la tombe de Ternay. Le secours que votre peuple, dans son enfance, a reçu du vieux monde, vous le lui avez amplement rendu par ce que vous avez fait pour la cause de l'humanité en étendant la civilisation et les vrais prin-

cipes de la liberté d'un côté à l'autre, à travers l'immesse du nouveau continent.

Voici maintenant la traduction du discours prononcé à cette occasion par M. le stratège Anthony :

« Le 11 juillet 1782 fut le jour mémorable dans l'histoire de ce pays. Ce jour-là, le chevalier Charles-Louis d'Arac de Ternay, amiral dans la marine française, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, partit en vue des côtes du Rhode Island et entra dans le havre de Newport avec sept vaisseaux, de ligne, deux frégates, plusieurs bâtimens armés de moindre importance et un convoi de fret et de transports qui portait de si à sept mille hommes de troupe, commandés par le comte de Rochambeau.

Cet armement arriva à une des périodes les plus sombres de la lutte inégale que les colonies américaines soutenaient contre la puissante Angleterre, alors que la valeur était devenue inutile ; le patriote dévoué sentait sa foi chanceler et implorait du ciel l'appui que les efforts humains semblaient ne pouvoir obtenir. A ce moment même, Washington venait d'écrire à Joseph Reed : « C'est presque cessé d'exister. »

L'arrivée de de Ternay et de Rochambeau releva le moral du pays et remplit ses conseils d'espoir. Ils furent reçus avec toutes les démonstrations du respect officiel et de la gratitude publique. L'Assemblée générale présente une adresse aux deux commandants ; la ville de Newport, qui était alors en Amérique le centre principal de la haute culture sociale, leur donna une hospitalité cordiale, élégante, qui leur fut d'autant plus agréable qu'ils venaient de faire une traversée fatigante de deux longs mois, hospitalité due le duc de Lauzun et les autres officiers français qui montrèrent enthouasiastes dans leur correspondance. On illumina la ville d'un bout à l'autre, on tira deux feux d'artifices et des fusées dans toutes les rues ; des feux de joie furent allumés le long de son port sans rival, sur des vaisseaux amis étaient à l'ancre et où les flottes réunies du monde entier pourraient se mouvoir à l'aise.

Il est honteux de faire ici mention ni des vastes plans d'opération concertés entre les commandants français, Washington et les chefs de l'armée continentale, ni des causes qui différaient l'exécution de ces plans et retardèrent si longtemps la réalisation des espérances fondées sur l'alliance française. Ce sont là des faits qui appartiennent à l'histoire.

Le chevalier de Ternay garda le commandement des forces françaises en Amérique jusqu'à sa mort, qui eut lieu soixante-dix ans le 15 décembre suivant. Il expira dans la maison du docteur William Hunter, qui fut d'abord membre de ce corps, puis ministre au Brésil, et grand-père de William Hunter, qui a laissé de si honorables souvenirs au département d'Etat.

Le chevalier de Ternay fut inhumé à Newport. Avec cette tolérance en matière religieuse qui a toujours distingué la population du Rhode Island, une partie du cimetière protestant fut réservée spécialement à sa tombe ; on la conséra d'après le rite de l'église catholique romaine, et dans ce lieu sacrifié par les deux grands rameaux de la foi chrétienne, le guerrier qui avait combattu pour deux pays dans des climats différents fut déposé pour son repos. Ce lieu fut choisi dans le terrain qui touche au vénérable et superbe édifice où Honeymas officia et où Berkely adora et prêcha : l'église de la Trinité. Le corps de l'amiral fut porté sur les épaules d'hommes qu'il avait commandés ; neuf prêtres chantèrent l'office à son service funèbre. L'imposant cérémonial de l'église catholique romaine, la pompe du cortège militaire et naval, la douleur de la population qui affluait autour de la tombe de cet ami et allié qui avait succombé dans la force de l'âge et dans tout l'oréat de sa renommée, firent une profonde impression sur les habitants de Newport et leur laissaient le souvenir des obsèques les plus mémorables qui aient été célébrées dans cette ville.

Après la paix, le roi de France fit placer une inscription sur la tombe de celui qui avait porté son étendard sur bien des mers, et qui l'avait servi avec une si grande fidélité. Sur une plaque de marbre égyptien, une épithaphe gravée en lettres d'or racinée ses services et rappelle le souvenir de ses vertus. L'épitaphe est en latin ; une traduction en a été donnée par un lettré accompli, Sénècy Everett, dans un mémoire extrêmement intéressant, lu devant la Société historique de Newport et publié depuis dans le *New England Historical and Genealogical Register*. La voici :

« Charles-Louis d'Arac de Ternay, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, qui n'a pas pour nom plus distingué que ceux de nobles et anciennes familles aristocratiques, un des amiraux des flottes royales ; citoyen, soldat, officier, ayant bien mérité de son Roi et de son Peuple pendant 42 ans, gis sous ce marbre. Heureux et hardi, lors du désastre de Sainte-Croix en 1760 et 1761, il réussit à grand'peine, malgré les attaques de l'ennemi, à prendre le large, à arracher les bâtimens royaux au nord goudron et, après qu'ils eurent été mis à la disposition de la cavalerie britannique de la rivière Vilaine, à les mettre en sécurité à la station.

En 1765, il envahit Terre-Neuve, en Amérique. En 1772, il résigna son commandement, et pendant sept années, au grand avantage de la France ainsi que pour le honneur des colones, il se versa au gouvernement de l'Amérique et de Bourbon. En 1780, ayant été arrêté à New-Orléans, il fut accusé d'être déporté pour servir l'ennemi, il occupa le Rhode Island.

Le 15 décembre 1780, étant déjà de cinquante-huit ans, et alors qu'il se préparait à de nouveaux dangers, il mourut dans cette ville, à la grande douleur de ses compagnons d'armes, à l'affection lamentable des Etats fédérés, pluriel par ses amis et dignes de tous les regrets. Sa Majesté Triomphante, qui est juge de la vertu, voulant que la mémoire d'un homme si distingué fut conservée à la postérité, a ordonné, en 1782, que ce monument fut élevé ici. »

La majorité qui soutenait ce marbre s'était épinière et le moins que tout est fier tombait en ruine, lorsque l'attribution du marbre à Napoléon, ministre de France à Washington, qui ordonna aussitôt qu'il fut repisé, que une plaque de granit portant une inscription convenable remplacât le marbre-primitif qui, après avoir été restauré, serait transporté dans l'église, et la placé dans une position perpétuelle sur un écu en marbre aux armes des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

Il me paraît manifestement impropre que ce pays permette que ce pieux devoir soit accompli, je ne dis pas par un étranger — car un parent de Lafayette ne saurait être un étranger en Amérique — mais par toute autre personne ou par l'Etat autre gouvernement que le nôtre.

Comme Lafayette, de Ternay, il est vrai, ne vint pas, inspiré par le seul amour de la liberté, mettre son épée sans tache au service de notre nationalité en péril ; mais, désireux d'obéir aux ordres de son seigneur, il nous prête l'appui de son habileté, de son expérience et de sa renommée militaire. Sa mort prématurée priva le pays des avantages qu'il attendait de ses services ; néanmoins, tant qu'il a vécu, ses services ont été tels que deux goûts envoient en un tout complet. Son propre gouvernement a honoré sa sépulture et l'a laissé à la charge du nôtre, sur le sol qu'il avait défendu et parmi ceux qu'il était venu secourir. Nous ne pouvons si déléguer ce pouvoir, ni permettre qu'il soit exercé par d'autres.

Dans les honneurs que nous rendons aux héros de notre temps, nous ne devons pas oublier ceux dont les actes ont illustré nos premières annales, car la gloire que nous célébrons aujourd'hui pourra à son tour être négligée pour d'autres renommées qui ne seraient pas moins brillantes, mais plus proches de la génération existante. Gardons dans notre souvenir ceux qui ont identifié leurs noms avec la gloire du pays, en quelque temps qu'ils aient vécu et de quelque pays qu'ils soient venus. Que les générations à venir apprennent que ceux qui ont contribué à la défense, au progrès et au renom de la grande République ne seront jamais oubliés ; qu'ils vivront dans toutes les mémoires aussi longtemps que la République elle-même !

Je crois convenable d'ajouter, bien que cela ne soit guère nécessaire, que le marquis de Noailles ignore absolument la proposition que je fais ici. »

(*Courrier des E. U.*)

L'Instinct des plantes.

M. Henri Vivier, publié un curieux travail sur l'*instinct des plantes*. Depuis longtemps la question de l'intelligence des plantes occupe les savants. Cette faculté de sensation est tellement mystérieuse, tellement admise que l'animal de l'observateur se laisse jamais en présence de végétaux qui semblent posséder, comme nous, des plaisir, des douleurs, des colères, des effrouchements et des caprices. — Ecoutez donc savoir confére :

« On connaît, la sensibilité : c'est une plante indigène que chacun de nous peut posséder à la maison. Il en est une autre plus singulière encore ; on ne l'observe qu'en Amérique. Tandis que la sensible a manifesté qu'une impressionnabilité passive, celle-là fait preuve d'une activité véritable. On pensait primitivement qu'elle se nourrissait, à la façon des oiseaux, des mouches qu'elle peut saisir. L'interprétation était fausse ; le fait est réel : le *Dionaea muscipula* détruit en quelques secondes contre les nervures de ses feuilles les mouches qui viennent s'y poser. Plus l'insecte se débat, plus l'entité est impressionnée ; quand au bout de quelques instants la chose se répète, la mouche imprudente n'est plus dans cadavre. »

Ces mouvements ont été récemment l'objet d'une étude intéressante de la part de M. Sanderson : l'*Union médicale* a résumé cet important travail avec une grande nette. Suivant M. Sanderson, à l'irritabilité de certaines feuilles correspond un dégagement de fluide électrique analogique à celui qu'on observe dans la contraction musculaire des animaux. L'expérience est très simple et peut être faite très facilement.

Les deux extrémités d'une feuille de dianthus sont placées en contact de deux électrodes non polarisables et reliées entre eux ; dans le circuit on interpose un galvanomètre de réflexion présentant une grande résistance élastique. Aussitôt la feuille placée, on reconnaît par la variation de position de l'aiguille amontante qu'un courant électrique passe dans l'axe de la feuille. Si, déplaçant la feuille, on continue de placer seulement la tige de feuille contre les électrodes, on observe un nouveau courant électrique, mais au sens contraire du précédent. Si l'on appuie sur les électrodes comme dans le premier cas, et si l'on suppose que la déviation de l'aiguille se fasse vers la gauche de l'axe de la feuille, ce qui se passe sur la partie supérieure couverte de villosités, on constate immédiatement, aussitôt le contact établi, une forte déviation qui coïncide avec le mouvement d'emprisonnement de la mouche. Cett' dernière, se tenant prise, s'agit, remue ; or, à chaque mouvement de l'animal, l'aiguille, qui, dans ses oscillations, tend à revenir à la position d'origine, à gauche, rebrousse brusquement à droite, pour revenir ensuite à une station de plus en plus voisine de la position première.

Ce phénomène se reproduit lorsqu'on touche légèrement les poils de la feuille avec un pinceau ; toutefois, lorsqu'on expérimente sur une feuille ouverte, on remarque que l'aiguille s'est courbée sur un intervalle de vingt minutes en un silencieux. Il semble que la feuille épouse ainsi une position de repos électrique pendant ce délai. Cette circonsistance distingue le phénomène électrique dans les végétaux de celui qui se produit dans les animaux. Dans le muscle, la période de l'excitation latente est de ce centième de seconde ; elle est d'un tiers de seconde dans la plante : en d'autres termes, si l'on peut s'exprimer ainsi, la feuille emploie trois fois plus de temps que le muscle à manifester à l'extérieur la sensation qu'elle éprouve. »

N'est-ce pas merveilleux ! Ah ! si les fleurs pouvaient parler il est probable qu'elles ne murmureraient pas les douces choses dont les amoureux les croient pénétrées. Qui d'agisse de fleurs dans un frais bouquet ?

(*Echange.*)

M. Guillenia, évêque de Canton, vient d'envoyer au Jardin d'acclimatation à Paris une plante chinoise bien curieuse, qui fait pour la première fois son apparition en Europe. Cette plante, qui témoigne de l'art merveilleux que possède à un si haut degré le Chinois de contrarier la nature, change trois fois de couleur dans le cours d'une même journée ; aussi cette plante a-t-elle reçu des naturalistes le nom de *hylesia mutabilis*. Cette plante a pris place dans la grande serre du Jardin d'acclimatation, et bien que ses couleurs n'aient rien de remarquable, elle est cependant un objet de grande curiosité pour le régularité horaire de variation de ses couleurs. Nous faisons, aux méditations de nos horticulteurs le soin de trouver par quels procédés curieux le *Chionia* inventif est arrivé à produire ce curieux phénomène.

